

**La France
insoumise**

jlm2017.fr

Jean-Luc
MÉLENCHON

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

courrier@jlm2017.fr

Olivier MATEU
Secrétaire Général
UD CGT 13

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous avez adressé à Jean-Luc Mélenchon les expressions de la CGT 13 sur un certain nombre de sujets majeurs. Nous vous en remercions.

Ces sujets de préoccupations et d'indignation, rejoignent largement l'analyse et les propositions de *l'Avenir en commun*, programme de Jean-Luc Mélenchon et de la France insoumise pour les élections présidentielle et législatives.

D'abord s'agissant de l'emploi. Nous proposons à la fois d'en créer 3 millions sur le mandat, et d'en améliorer la qualité. En effet, pour répondre aux défis de notre époque, nous avons grandement besoin de travail humain.

Pour cela, nous relancerons l'activité par un plan d'investissement de 100 milliards, destiné à permettre la transition écologique que nous appelons de nos vœux : passer à 100 % d'énergies renouvelables en entrant en mer notamment, à une agriculture biologique et paysanne ou encore construire les logements et isoler ceux qui existent sont autant d'activités qui créeront des emplois.

Dans le même temps, nous réparerons les dégradations des services publics causées par la cure d'austérité qu'ont mis en place les gouvernements depuis 10 ans. Notre pays a besoin d'écoles pour sa jeunesse et nous ne pouvons plus supporter l'état de délabrement de notre système hospitalier ou de la justice. Par ailleurs, nous lutterons contre l'abandon des territoires ruraux et y réimplanterons des services publics nécessaires à la vie. En tout, ce sont 200 000 postes de fonctionnaires que nous prévoyons de créer.

Pour créer des emplois, nous engagerons également une nouvelle dynamique de réduction du temps de travail. D'abord en revenant aux 35h effectives, c'est-à-dire en abrogeant les lois Macron et El Khomri qui diminuent tellement le coût des heures supplémentaires qu'elles engagent de fait un allongement de la durée de travail à 39h. Comme vous le demandez, nous engagerons également une réflexion pour aller vers une semaine de 32h.

Cette méthode est bien plus efficace et moins coûteuse que le CICE : chaque emploi créé lors du passage aux 35h a coûté 13 000 € d'argent public, contre 280 000 € par emploi maintenu ou créé avec le CICE ! Nous l'abrogerons donc, tout comme nous engagerons un audit de l'ensemble des niches fiscales, qui permettent aux entreprises les plus grosses de ne pas s'acquitter de leur contribution à la solidarité nationale.

Au-delà de la création d'emplois – notre objectif étant bien celui du plein emploi – nous en améliorerons la qualité.

Nous titulariserons les précaires de la fonction publique et limiterons les emplois précaires dans le privé à 5 % des effectifs dans les grosses entreprises et 10 % dans les PME. Le CDI doit redevenir la norme. Nous proposons également de mettre en place la 6^{ème} semaine de congés payés. Enfin, nous sortirons des logiques de management par la performance et de concurrence au sein des équipes qui génèrent stress, tensions et mal-être au travail, sans améliorer la productivité pour autant.

Ensuite, nous souhaitons une meilleure répartition des richesses dans le pays. Cela passe d'abord par l'augmentation des salaires. Nous augmenterons le SMIC de 15 % pour le porter à 1700 € brut dès notre arrivée au pouvoir. S'en suivra une hausse générale de l'ensemble des salaires qui permettra à chacun de retrouver du pouvoir d'achat. Dans la fonction publique, nous augmenterons le point d'indice de 7 %, pour rattraper les pertes de revenu du fait du gel imposé depuis 2010.

Ensuite, il s'agit de limiter les écarts de salaire dans les entreprises de 1 à 20. Nous prenons cette échelle car c'est celle de la confédération européenne des syndicats. Si nous pouvons, nous irons plus loin, comme vous le proposez et comme c'est déjà le cas dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Nous souhaitons renforcer le droit des salariés dans l'entreprise dans cette même logique avec les deux mesures suivantes : accorder un droit de veto suspensif aux comités d'entreprise sur les plans de licenciements et un droit de préemption aux salariés pour former une coopérative en cas de fermeture ou de vente de leur entreprise. Nous doublerons également les effectifs de l'inspection du travail pour lui permettre d'exercer un véritable contrôle.

Pour une autre répartition des richesses que celle de l'accumulation du capital sur le dos des salariés en place actuellement, nous procéderons à une révolution fiscale : nous mettrons en place 14 tranches progressive d'impôts sur le revenu, nous rendrons la CSG progressive et nous imposerons les revenus du capital comme ceux du travail. Enfin, nous rendrons l'impôt sur les sociétés progressifs et nous ferons en sorte que les entreprises du CAC 40 payent leur dû.

Nous lutterons enfin contre la fraude et l'évasion fiscale par le renforcement des moyens des douanes et de l'administration fiscale, l'obligation faite aux entreprises de déclarer leurs bénéfices pays par pays, en retirant leur licence bancaire aux banques françaises ayant des activités dans les paradis fiscaux et enfin, par la mise en place de l'impôt universel.

Enfin, nous garantirons à tous l'accès aux biens communs de première nécessité : nous instaurer la gratuité de l'accès et des quantités d'eau, électricité et gaz indispensables à une vie digne en commençant par faire appliquer l'interdiction de coupures d'eau et de réduction de débit au domicile principal.

**La France
insoumise**

jlm2017.fr

Jean-Luc
MÉLENCHON

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

Nous garantirons une école véritablement gratuite par la gratuité de la restauration et des fournitures scolaires.

En santé, compte tenu de la situation actuelle insatisfaisante et coûteuse des compléments santé, la France insoumise défend le « 100% sécu », c'est à dire la prise en charge à 100% par l'Assurance maladie des dépenses de soins et un meilleur remboursement des soins dentaires et optiques.

Il est aussi nécessaire que la répartition territoriale des médecins corresponde aux besoins de la population. C'est pourquoi nous proposons la création massive de centres de santé pluridisciplinaires dans lesquels pourraient être recrutés des médecins fonctionnaires, à qui l'Etat financerait les études, en échange d'une installation sur un territoire sous-doté, et ce avec un engagement de 10 ans envers l'Etat.

Nous rétablirons également la retraite à 60 ans avec 40 années de cotisations. Pour la financer, il suffit de prendre en compte les surcroits de cotisations sociales générées par une réelle égalité salariale entre femmes et hommes. Aucune retraite ne sera inférieure au SMIC pour une carrière complète et le minimum vieillesse sera porté à 1000 € par mois.

Pour être en capacité de mettre en place une telle politique, nous devons sortir des traités européens actuels qui interdisent l'harmonisation sociale et fiscale et qui créent une concurrence permanente entre les peuples européens. Nous désobéirons donc à la directive sur les travailleurs détachés.

Plus globalement, notre politique sera celle d'une relocalisation des activités au plus près des besoins. Pour cela nous mettrons en place un protectionnisme solidaire : adopter des mesures anti-dumping sur les industries stratégiques (acier, photovoltaïque, ...), augmenter les droits de douane pour les pays aux droits sociaux limités (travail des enfants, absence de droits syndicaux), imposer le respect des normes sociales et écologiques pour la commercialisation des produits importés en France.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, qui ne peut être que très synthétique, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise